



Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition

• Forum FSN •

Synthèse de la discussion en ligne no.132 • 20.09.2016 – 16.10.2016

Maximiser l'incidence de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition

À propos de cette discussion en ligne

Ce document présente la synthèse de la discussion en ligne *Maximiser l'incidence de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition* tenue sur le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) de la FAO du 20 septembre au 16 octobre 2016. Cette discussion a été modérée par Christine Campeau du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN).

Cette consultation avait pour but de collecter des opinions sur la meilleure façon d'assurer la réalisation des objectifs de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (ci-après la Décennie). La Décennie a été proclamée le 1er avril 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies et appelle à redoubler d'efforts à l'échelon mondial pour atteindre l'objectif de l'éradication de la faim et de la malnutrition consacrée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Assemblée générale place la Décennie dans le contexte du suivi de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2).

Les participants ont été invités à nous faire part de leurs attentes vis-à-vis de cette Décennie, et en particulier de la façon dont elle pouvait faire la différence dans l'effort d'amélioration de la nutrition dans leur propre pays. La consultation incluait aussi une question sur les activités essentielles qui devaient nécessairement être présentes dans le programme de travail visant à la mise en œuvre de la Décennie et les activités spécifiques qu'il convient de stimuler dans les pays des participants. Ceux-ci ont également échangé des opinions sur la façon d'améliorer la qualité des engagements, et de faire appel à des plateformes comme le CSA et le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN), ainsi que d'autres mouvements et secteurs susceptibles de participer et de contribuer à ce processus durant la Décennie.

Durant les quatre semaines consacrées à cette consultation, des participants de 48 pays ont envoyé un total de 119 contributions. L'introduction thématique et les questions proposées, de même que toutes les contributions reçues sont disponibles sur la page web de la discussion: www.fao.org/fsnforum/fr/activities/discussions/decade_nutrition

Attentes vis-à-vis de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition

Conscients du fait que le développement futur dépend des générations à venir et de leur capacité de vivre leur vie de manière saine (Thomas Herlehy, Francis Njuguna, Emile Houngbo, Reynaldo Apaza, Clemens Goldson), les participants ont estimé que la nutrition doit être au cœur des mesures adoptées par les décideurs (Thomas Herlehy). Il existe un consensus généralisé quant à l'importance d'adopter une approche efficace pour aborder toutes les formes de malnutrition; la Décennie est donc chaleureusement accueillie. Les participants ont échangé des opinions sur la façon dont la Décennie peut faire une différence dans chacun de leurs pays, dont la synthèse est présentée dans la dernière section. À l'échelle mondiale, il a été signalé que «l'objectif de l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes à l'horizon 2030 est aussi ambitieux qu'il est urgent, mais surtout [...] il est réalisable» et la Décennie arrive à un moment opportun (Scaling Up Nutrition Movement); elle offre une plate-forme générale pour réaliser des interventions en faveur de la nutrition (Ateca Kama), ainsi qu'une chance unique d'inscrire la nutrition comme élément prioritaire de l'agenda politique (plusieurs participants). Le ferme soutien des Nations Unies pourrait encourager les pays à adopter des mesures visant à participer à la Décennie (Lukiya Birungi).

Les participants attendent de la Décennie qu'elle mobilise l'engagement de tous les secteurs concernés par la nutrition (ministère de la santé de la Malaisie, Rosalie Ntula, Chinara Abdramakunova) et qu'elle débouche sur une collaboration durable entre tous les acteurs concernés (WCC-Ecumenical Advocacy Alliance). La Décennie offre en particulier l'occasion d'honorer les engagements préalables

en matière de nutrition (Action Against Hunger, Save the Children, IFOAM), et peut servir d'orientation pour les pays de manière à ce qu'ils respectent ces engagements, tout en encourageant la cohérence et la coordination entre les différents domaines de politique (plusieurs participants). La contribution de la Décennie à la mise en place de mécanismes efficaces de responsabilité faciliterait le suivi et garantirait la réalisation de progrès (Save the Children).

D'autres participants se sont toutefois montrés sceptiques quant au potentiel de la Décennie. Le changement ne sera pas le fruit de l'engagement politique de haut niveau à lui seul ni d'un ensemble forcé d'actions et de stratégies. Pour faire une différence significative, les organisations de la société civile (OSC) et les mouvements sociaux doivent exercer une influence positive sur les gouvernements (Claudio Schuftan). Dans ce contexte, plusieurs participants ont mentionné des initiatives adoptées dans le passé et qui ont débouché sur de maigres résultats (Claudio Schuftan, Wilma Freire Zaldumbide, Mohamed Moloud). L'engagement politique pour aborder le problème de la malnutrition existe bel et bien, mais c'est la mise en œuvre effective qui fait défaut. Pour que la Décennie fasse une différence significative, il est indispensable de disposer d'une grande autonomie, d'une direction dynamique, d'une équipe multidisciplinaire de professionnels, d'un comité technique solide et de ressources financières substantielles pour lancer des initiatives porteuses d'avenir dans les pays concernés. Dans les faits, ceci implique également de consolider (Scaling Up Nutrition Movement, Andrew MacMillan) et de rassembler les différentes initiatives lancées ces dernières années pour atteindre des objectifs similaires, plutôt que de rivaliser (Andrew MacMillan).

La mise en œuvre de la Décennie: approche et activités

Les participants ont formulé diverses idées pour donner forme à la Décennie. D'une manière générale, ils ont souligné l'importance de prendre en considération le caractère changeant du paysage nutritionnel, ainsi que les problèmes nouveaux tels que les modifications des modes d'alimentation, l'urbanisation et les effets du changement climatique sur la disponibilité de produits alimentaires. Ils ont notamment souligné la nécessité de concevoir un programme de travail qui soit:

- **Holistique et intégré.** Toutes les formes de malnutrition doivent être prises en compte: la sous-alimentation

(y compris le retard de croissance, l'émaciation et les déficiences en micro nutriments), la surcharge pondérale et l'obésité (Lindy Fenlason, Mariela Contreras, Action Against Hunger, Scaling Up Nutrition Movement). L'adoption d'une perspective holistique implique également de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition (Action Against Hunger, Francis Njuguna, Thomas Amougou Obama), et non pas de se borner à une intervention d'urgence (Francis Njuguna). Il faut, à cette fin, faire participer tous les acteurs publics et privés pertinents et renforcer les liens multisectoriels,



©FAO/Sia Kambou

car il est indispensable de mener une action cohérente (Welthungerhilfe, ministère de la santé de Malaisie, Jackson Tumwine, Cochrane Nutrition, Action Against Hunger) et promouvoir une intégration intersectorielle (Action Against Hunger, Bibiana Muasya, WaterAid) dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, de l'environnement, de l'éducation, du genre, de la protection sociale, des finances, du développement économique, du commerce et de l'investissement, de la planification, de l'information et de la protection du consommateur (Action Against Hunger, International Food and Beverage Alliance, Brenda Shenute Namugumya, Christina Nyaga, Welthungerhilfe, Scaling Up Nutrition Movement). Les Nations Unies doivent avant tout promouvoir les mesures multisectorielles (Brenda Shenute Namugumya) en renforçant et consolidant son cadre d'unité d'action et en fournissant un soutien aux institutions locales dans l'exécution conjointe des projets (Isaac Bayor). Toute approche globale doit tenir compte des coûts et des désavantages des interventions en matière de santé, d'environnement, d'agriculture et d'économie (Pat Vanderkooy).

- **Fondé sur les droits.** Nous avons tous la même responsabilité publique de protéger les droits humains (WCC-Ecumenical Advocacy Alliance, Pat Vanderkooy,

Action Against Hunger). Étant donné l'indivisibilité de ces droits, la malnutrition est un problème qui ne peut être abordé que moyennant la protection des droits de toutes les personnes (WCC-Ecumenical Advocacy Alliance) et la reconnaissance des principes des droits de l'homme (Welthungerhilfe). Ceci implique également la définition des rôles et des responsabilités des détenteurs des droits et des porteurs d'obligations. Les détenteurs de droits doivent disposer des moyens nécessaires pour se mobiliser et déterminer la hiérarchie des interventions (Claudio Schuftan).

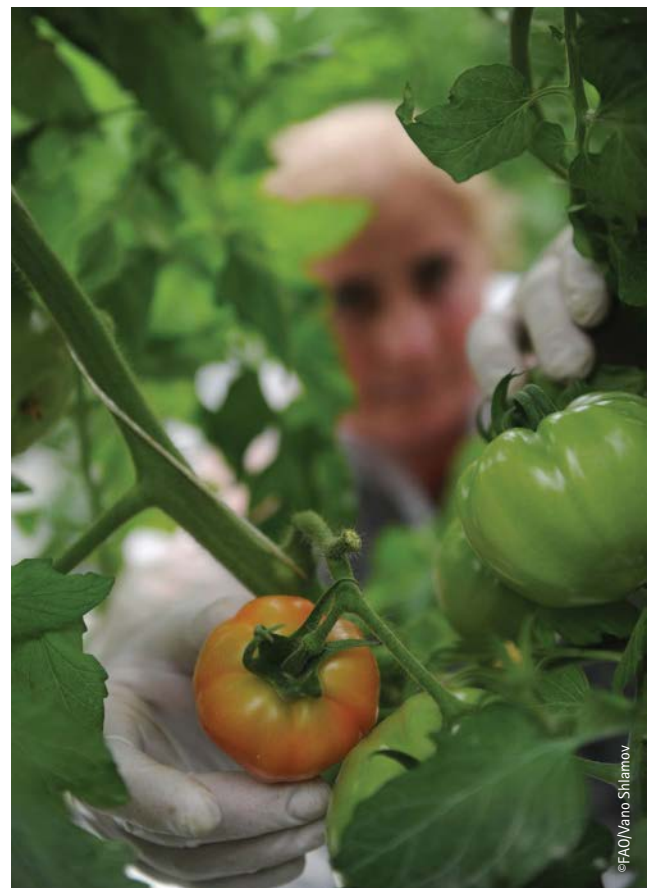
- **Inclusif.** «Ne laisser personne pour compte» (Save the Children, Scaling Up Nutrition Movement) et cibler en priorité les groupes les moins accessibles (Scaling Up Nutrition Movement). La Décennie doit mettre un accent plus marqué sur l'équité et souligner l'importance d'un environnement favorable qui permette de satisfaire les besoins des populations vulnérables, marginalisées et exclues (Action Against Hunger). Pour atteindre tous les groupes, en particulier les jeunes qui vivent dans l'insécurité alimentaire, les plateformes numériques peuvent s'avérer utiles. Les médias sociaux sont le moyen le plus efficace, le plus rapide et le moins coûteux de faire participer les parties prenantes et de collecter des idées sur la façon d'aborder les problèmes de nutrition (Tricia Callender).
- **Axé sur les personnes.** Les personnes les plus touchées par le problème devraient pouvoir participer à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des interventions en matière de nutrition (Welthungerhilfe).
- **Adapté au contexte** (International Food and Beverage Alliance). Il faut appliquer une approche locale avec la participation de tous les acteurs (Florence Egal, Barrie Margetts, Emile Houngbo). L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales doivent être guidées par des principes communs, mais les stratégies doivent être adaptées simultanément au contexte, sur la base des interventions et des outils existants (Florence Egal).
- **Orienté vers l'action.** La Décennie doit avant tout être orientée vers l'action, plutôt que basée sur des événements ponctuels (IFOAM). L'écart entre les progrès scientifiques et la résolution de problèmes est important: il est important de traduire l'expertise en action (Wilma Freire Zaldumbide).
- **Fondé sur des preuves.** Il doit y avoir un lien entre les décideurs et la communauté universitaire. Au-delà des milieux universitaires, il est important de connaître des expériences réussies et d'avoir une connaissance directe des réalités locales pour comprendre le succès

ou l'échec d'une intervention (Wilma Freire Zaldumbide, Stella Kimambo). Il convient de créer une base de données d'études de cas pour analyser le caractère approprié et évolutif des interventions (International Food and Beverage Alliance).

En outre, les participants ont apporté des suggestions quant aux activités à entreprendre pour faciliter le (bon) déroulement des interventions. Ils ont mis l'accent sur les nécessités suivantes.

- **Améliorer les définitions en matière de nutrition:**
 - La nutrition doit établir un lien explicite entre les personnes et les régimes alimentaires. Il faut mettre l'accent sur la nutrition (santé) publique et, en plus des aspects sanitaires, faire ressortir les dimensions liées à la société et à l'environnement (Hélène Delisle).
 - Il convient d'élaborer une définition plus précise du système alimentaire, ainsi qu'une typologie des systèmes alimentaires. La conception originale des systèmes alimentaires était le modèle industriel d'offre et de distribution d'aliments, alors que ceux-ci sont souvent produits sur de petites exploitations agricoles. Une définition plus précise nous permettrait de mieux évaluer les transformations des systèmes alimentaires (Diana Lee-Smith).
- **Investir dans la recherche**, notamment dans le but de:
 - définir des mécanismes permettant d'aider les pays à garantir la cohérence des politiques publiques (Cochrane Nutrition);
 - comprendre l'efficacité des interventions nutritionnelles basées sur des systèmes alimentaires, associées à des initiatives de communication sur les changements de comportement (Hélène Delisle);
 - examiner différentes approches pour évaluer la faisabilité d'interventions ciblées dans différents contextes, sur la base d'études menées dans plusieurs pays (Renuka Jayatissa);
 - faire la lumière sur les systèmes alimentaires de subsistance des petits exploitants agricoles dans la transition vers des systèmes alimentaires commerciaux (Diana Lee-Smith);
 - apporter un éclairage sur les variables qui sont cruciales pour comprendre l'impact des politiques agricoles sur l'accès aux aliments et la nutrition pour différentes populations (Diana Lee-Smith).

- **Collecter des données pertinentes.** Afin de définir des actions efficaces accompagnées d'indicateurs mesurables, il est indispensable d'effectuer des études socio-économiques initiales (Emile Hougbo). Il faut également réunir des données sur la prévalence de la malnutrition (Lindy Fenlason) et sur l'apport alimentaire (Erick Boy-Gallego).
- **Évaluer l'impact d'établir une distinction entre des interventions spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition.** Des interventions sensibles à la nutrition sont probablement plus efficaces, car elles visent les causes de la nutrition (Hélène Delisle) et doivent constituer une stratégie clé impliquant différents secteurs tels que l'agriculture, l'inclusion financière, la protection sociale, l'éducation et WASH. Elles seront particulièrement importantes pour renforcer la résilience à la malnutrition (contribution de l'Australie). Cependant, les interventions spécifiques à la nutrition resteront plus appréciées par les donateurs; il est donc important que la Décennie apporte des orientations claires et des ressources pour élaborer des interventions sensibles à la nutrition (IFOAM).
- **Renforcer les capacités et les effectifs en matière de nutrition.** L'expertise des personnes formées dans le domaine de la nutrition et de la santé publique a



été sous-utilisée (Lydia Browne). Les effectifs ont été renforcés en étroite collaboration avec des universités locales afin d'assurer un renforcement institutionnel durable. Il serait bon de former des spécialistes et de les décentraliser pour qu'ils forment à leur tour des travailleurs communautaires de la santé en matière de nutrition (Hélène Delisle).

Les participants ont également échangé des vues sur les différents domaines dans lesquels des mesures doivent être adoptées, notamment:

- **La sécurité alimentaire.** Avant de s'attaquer à la nutrition, il faut d'abord résoudre le problème de la sécurité alimentaire. La principale préoccupation des pauvres est en définitive d'assurer leur repas journalier (Simeon Onya), par conséquent, l'élément crucial à cet égard est, entre autres, leur autonomisation (économique) (Bibiana Muasya, IFOAM). La pauvreté est un obstacle majeur pour aborder le problème de la malnutrition (Bibiana Muasya).
- **La salubrité des aliments.** Les systèmes de nutrition doivent inclure des capacités rigoureuses de gestion et d'évaluation de la salubrité des aliments dans l'ensemble du système alimentaire (J.B. Cordaro). De plus, en particulier dans les pays en développement, le frelatage des denrées alimentaires est un problème important et des directives devraient être élaborées pour savoir comment aborder ce problème (Dr. Amanullah). Par exemple, les aliments préparés par les vendeurs de denrées alimentaires sur les marchés ouverts représentent une partie importante du régime alimentaire des enfants (écoliers), alors que ces aliments sont souvent préparés de façon déficiente en raison du manque de connaissance en matière de nutrition et d'hygiène (Isaac Bayor).
- **Les pertes et gaspillages d'aliments (Nestlé).** Des stratégies de réduction des pertes et des gaspillages d'aliments doivent être mises en place pour promouvoir la pérennité des systèmes alimentaires et aussi pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Stella Kimambo).
- **Agriculture.** D'une manière générale, il est bon d'améliorer le rapport entre les interventions agricoles et les priorités nutritionnelles (Mariela Contreras, Erick-Boy Gallego). Durant la Décennie, les efforts doivent se concentrer sur les besoins des producteurs (Mohamed Moloud), et en particulier des petits exploitants agricoles (Jennifer Dias). Il est important de prendre en compte les aspects suivants dans la conception des interventions:

- **la productivité** (Maresha Tessema, Mohamed Moloud): les petits exploitants devraient être incorporés aux programmes gouvernementaux et encouragés à produire des denrées alimentaires pour assurer leur subsistance, moyennant un éventuel subside aux intrants de base (Simeon Onya);
- **l'efficacité**, laquelle peut être améliorée par l'application de technologies novatrices telles que la modification génétique, non sans évaluer auparavant leur niveau de sécurité (Alexandr Kaigorodtsev);
- **la diversité des cultures**, qui conduirait très probablement à une amélioration de l'état nutritionnel (Kate Godden);
- **des pratiques intelligentes faces au climat** (Lydia Browne) de façon à contribuer à la conservation de l'eau (Bibiana Muasya);
- **l'autonomisation**, ce qui implique une évolution permettant d'abandonner la production industrielle basée sur la monoculture et fortement dépendante des intrants externes à des systèmes pérennes qui se traduisent également par une amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles (IFOAM);
- **le genre et les jeunes**, l'accent doit être mis davantage sur les femmes responsables d'exploitations agricoles (Kate Godden) et sur les incitations visant à encourager les jeunes à participer à l'activité agricole (Lydia Browne, Mohamed Moloud, Lal Manavado).
- **L'élevage.** L'industrialisation du secteur de l'élevage a entraîné plusieurs effets négatifs: le processus s'est traduit par une réduction des opportunités d'emploi (avec des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire) (Martin Zerfas), les produits présentent une valeur nutritionnelle inférieure à celle des produits provenant d'animaux élevés dans des contextes organiques, et la dépendance d'aliments pour animaux à haute concentration énergétique implique l'utilisation de ressources qui pourraient être destinées à l'alimentation humaine. L'abandon progressif de ces systèmes agricoles intensifs et le soutien de l'agriculture à petite échelle pourraient permettre d'aborder les problèmes de malnutrition liée à la surconsommation de ces produits d'origine animale et à la malnutrition en termes de dénutrition. Il est indispensable d'amorcer un dialogue ouvert, d'utiliser un langage convenu et de gérer l'influence des acteurs

qui exacerbent la malnutrition (*Compassion in World Farming*). Des régimes alimentaires à base de végétaux sont plus faciles à maintenir dans le temps (*Pat Vanderkooy*), sont moins onéreux, et devraient être pris en compte dans les efforts visant la sécurité alimentaire (*Martin Zerfas*).

- **La nutrition des mères et des enfants** (*Jessica John, Chinara Abdrainakunova*). Il faut faire ressortir l'importance de la nutrition durant les 1000 premiers jours de la vie (*ministère de la santé, Malaisie*), en particulier pour réduire le retard de croissance. Il faut renforcer la nutrition des femmes vulnérables en âge de procréer et promouvoir les soins à donner aux mères, aux nouveau-nés et à la petite enfance, tels que les contrôles de santé prénatale et l'allaitement (*contribution de l'Australie*).



- **La fortification des aliments** est l'une des interventions les plus efficaces pour aborder le problème des carences en vitamines et en minéraux (*Christina Krause*) à l'échelle réelle, car elle permet d'améliorer les aliments de base les plus largement consommés par les populations pauvres (*Erick Boy-Gallego*). Néanmoins, de nombreuses stratégies de fortification en fer/acide folique ont échoué (*Bruno Kistner*), et, d'une manière générale les stratégies de fortification des aliments parviennent rarement aux ménages d'agriculteurs plus vulnérables et ne sont pas soutenables sans transférer les coûts au consommateur (*Erick Boy-Gallego*). Des interventions basées sur la communauté, sur les aliments, ainsi que des mesures strictes de réduction des disparités économiques pour s'attaquer aux problèmes de la pauvreté seraient plus appropriées (*Claudio Schuftan*).
- **La biofortification** (*Thomas Herlehy*) est une stratégie complémentaire de la fortification qui vise les personnes n'ayant pas accès aux aliments fortifiés. Il permet d'améliorer l'approvisionnement journalier des nutriments essentiels pour tous les membres du ménage et d'améliorer les récoltes; la biofortification des aliments déjà produits et consommés par la population en quantité significative est un processus durable, culturellement accepté et rentable (*Erick Boy-Gallego*). Il est toutefois important d'assurer un suivi systématique, bien qu'onéreux, pour prévenir, entre autres, la toxicité (*Kate Godden*). En outre, le fait d'accorder une importance non justifiée à la biofortification détourne l'attention des déterminants sociaux, économiques et politiques de la malnutrition – les solutions durables ne vont pas provenir du côté de l'offre (*Claudio Schuftan*).
- **La diversité des apports alimentaires**. Il est essentiel d'assurer une disponibilité et un accès croissants à une grande variété de denrées alimentaires, en particulier dans les pays à faible revenu (*IFOAM*). La production alimentaire doit garantir la diversité des apports alimentaires (*Victor Owino*); il est donc important de ne pas mettre un accent explicite sur la monoculture de cultures vivrières ou la production de cultures commerciales, au détriment de denrées alimentaires importantes sur le plan nutritionnel. Des politiques de soutien de la diversité alimentaire, conjuguées à des solutions élaborées localement, s'imposent, notamment une production alimentaire de subsistance et une plus grande intégration des aliments nutritifs disponibles à l'échelle locale aux circuits commerciaux (*IFOAM*).

- **L'éducation nutritionnelle.** Une information relative à l'importance d'un régime équilibré et des orientations alimentaires doit être distribuée à grande échelle (Thomas Herlehy, Doris Ramirez de Peña), et notamment parmi les populations vulnérables (Clemens Goldson), par la voie de différents médias (Thomas Herlehy). L'éducation des femmes est particulièrement importante, puisque ce sont elles qui préparent essentiellement les repas (Obasi Igwe Oscar). De plus, les aliments non sains ne peuvent être offerts dans les écoles (Clemens Goldson), et les plans d'études doivent inclure la nutrition comme thématique à part entière (Rosalie Ntula, Chinara Abdramakunova, Thomas Herlehy, Clemens Goldson). Finalement, les personnes souffrant de maladies associées à la nutrition doivent être aiguillées vers des spécialistes en nutrition susceptibles de les aider à affronter leur maladie (Doris Ramirez de Peña).
- **La sensibilisation et le changement de comportement.** Il faut promouvoir des campagnes de sensibilisation (Rosalie Ntula, Lawal Luqman) ainsi que des communications sur le changement de comportement afin de modifier les styles de vie peu sains (ministère de la santé, Malaisie, International Food and Beverage Alliance). Ces campagnes pourraient, par exemple, redonner vie à des pratiques alimentaires autochtones oubliées (Victor Owino), et encourager l'exercice physique dans les programmes scolaires (Clemens Goldson). Un des participants a toutefois souligné que l'accent mis sur les campagnes de changement de comportement ne cesse de rejeter la responsabilité sur l'individu, alors que les véritables coupables sont la publicité et la structure des prix des aliments ultra transformés (Claudio Schuftan).

Des engagements de meilleure qualité

Les participants ont indiqué que «les engagements et les activités [...] doivent avoir comme point de départ l'impératif moral et juridique du droit à l'alimentation et à la nutrition» (Save the Children). Il faut toutefois faire preuve d'une ferme volonté politique pour honorer ces engagements (Komlan Assignon) et pour accroître l'investissement dans ce secteur - une partie importante du budget doit être allouée à la sécurité alimentaire et à la nutrition (Georges Bazongo). Des objectifs nationaux de la nutrition devraient être fixés dans les pays qui ne l'ont pas encore fait, en fonction du contexte national et dans le cadre de l'harmonisation des cadres pertinents (comme les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé, les objectifs du développement durable et les engagements de la CIN2), tout en se ralliant au principe de «ne laisser personne pour compte» afin d'assurer le progrès pour tous (Save the Children).

Tous les secteurs concernés doivent intégrer des objectifs de nutrition à leurs politiques (ministère de la santé, Malaisie, Jackson Tumwine, Stella Kimambo). Il est fondamental d'assurer l'appropriation des programmes et la capacité de responsabilisation des acteurs en fin de garantir la mise en œuvre des activités (ministère de la santé, Malaisie, Peterson Kato Kikomeko) Un engagement permanent et une coordination entre tous les acteurs pertinents doivent être garantis à toutes les phases du cycle du projet. Ceci implique également une définition claire des rôles des différentes parties prenantes, en particulier des secteurs non liés à la santé (ministère de la santé, Malaisie).

La mise en œuvre d'un mécanisme inclusif et transparent de responsabilisation implique notamment:

- la création d'un recueil de tous les engagements en matière de nutrition adoptés dans le cadre de la Décennie;
- la production de rapports annuels comprenant un suivi des objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé et du cadre de la CIN2;
- la définition de rapports clairs avec le Forum politique de haut niveau pour assurer le suivi des ODD en matière de nutrition;
- la mise en place d'un mécanisme de participation et reconnaissance du rôle des OSC et des mouvements sociaux dans la responsabilisation (Action Against Hunger);
- la définition de repères annuels pour faciliter l'évaluation de la part des OSC (Claudio Schuftan), qui devraient jouir de la liberté suffisante pour exercer pleinement leur rôle de vigile (Komlan Assignon);
- la collecte et l'échange de données ventilées en matière de nutrition (Save the Children, Thomas Herlehy, Action Against Hunger) afin de mener un suivi et une évaluation efficaces (Rosalie Ntula, Save the Children). Les gouvernements devraient, en particulier, promouvoir la collecte régulière de données (Save the Children).

La participation d'instances et de mouvements pertinents

En premier lieu, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition ne doit pas être perçue comme un élément isolé: la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité (2011-2020) est également en cours. Ces deux Décennies sont interdépendantes en raison des nombreux rapports existant entre la biodiversité, la nutrition, les régimes alimentaires et la santé. Il faut favoriser les synergies entre ces efforts afin d'en maximiser l'impact (Danny Hunter).

Les participants ont également souligné que des instances comme le CSA et l'UNSCN pourraient identifier et rassembler des défenseurs de la nutrition de différents secteurs afin de cerner les lacunes, coordonner les actions, renforcer les collaborations, surveiller les impacts et assurer une cohérence entre tous les secteurs (Cochrane Nutrition). En outre, ces acteurs peuvent ensuite collaborer avec d'autres instances pertinentes pour construire le leadership requis pour maintenir le thème de la nutrition à l'ordre du jour (Stella Kimambo, Cochrane Nutrition), solliciter et fournir des ressources financières (Obasi Igwe Oscar) et promouvoir une meilleure gouvernance. Ils peuvent également faciliter l'échange de connaissances (Cochrane Nutrition) et organiser des consultations (Lindy Fenlason, Rosalie Ntula), des réunions et des ateliers, et former les acteurs pertinents (Rosalie Ntula).

Un des participants a souligné que seules les revendications des détenteurs de droits feront avancer la Décennie; les organisations internationales ne peuvent pas faire grand-chose pour pousser les états membres à s'engager (Claudio Schuftan). Les OSC peuvent entreprendre des efforts de mobilisation sociale et de sensibilisation, en collaboration avec les médias, et assurer une représentation effective des «bases», notamment en contribuant à l'élaboration d'interventions basées sur une demande de type communautaire (Jackson Tumwine). Les participants ont également estimé qu'il fallait surveiller de près et réglementer le rôle du secteur privé, des principaux pays donateurs et des fondations (Compassion in World Farming). Bien que la majorité des participants ait mis l'accent sur l'importance cruciale d'une approche à multiples parties prenantes pour attaquer le problème de la malnutrition, d'autres ont souligné leur rôle du secteur privé et la question du conflit d'intérêt qui sous-tend certaines interventions (Florence Egal, Claudio Schuftan). Quant au fait qu'une approche à multiples parties prenantes implique une interférence plus importante dans la prise de décision publique, certains ont estimé que, à moins que cette question ne «soit abordée de façon

directe, sans autres détours [...], les plateformes à multiples parties prenantes devraient rester en quarantaine» (Claudio Schuftan).

À propos d'organisations spécifiques qui devraient participer aux activités de la Décennie, les participants ont signalé:

- D'une manière générale, les **Nations Unies** pourraient faciliter les échanges entre experts qui pourraient également formuler des recommandations pour aborder le problème de la malnutrition. Ces recommandations peuvent à leur tour servir de base à la conception de propositions de politiques (Wilma Freire Zaldumbide).
- **L'UNSCN** et le **CSA** peuvent:
 - faciliter le dialogue (ministère de la santé, Malaisie);
 - renforcer le plaidoyer au plus haut niveau (ministère de la santé, Malaisie, Oumourana Traore);
 - fournir et renforcer l'orientation stratégique (ministère de la santé, Malaisie);
 - suivre l'évolution des efforts (Oumourana Traore, Save the Children);
 - soutenir l'apprentissage mutuel (Save the Children);
 - mobiliser le soutien technique (Oumourana Traore);
 - mobiliser le financement interne et allouer une partie des budgets nationaux à la sécurité alimentaire (Georges Bazongo);
 - faire participer les parties prenantes, comme le secteur privé, au renforcement des actions de nutrition (Georges Bazongo), et intégrer la nutrition aux politiques de développement (ministère de la santé, Malaisie);
 - soutenir le renforcement des institutions en renforçant les réseaux publics-privés (Christina Krause);
 - créer des plateformes dans d'autres pays afin de renforcer les capacités de futurs leaders en matière de nutrition susceptibles de prolonger les actions dans ce domaine à l'issue de la Décennie (Apio Bernardate Okiria);
 - servir de pôle d'information et de base de données de vérification pour la recherche (Laura L. Dawson);
 - établir des passerelles entre le secteur agricole et les consommateurs afin de faciliter les échanges en matière de nutrition (Laura L. Dawson).

- **L'UNSCN** peut promouvoir la coopération entre les organismes des Nations Unies pour soutenir les efforts déployés à l'échelle communautaire, nationale, régionale et internationale (Jackson Tumwine).
- **Le CSA** peut promouvoir une coordination multisectorielle (Welthungerhilfe, Jackson Tumwine) et est appelé à jouer un rôle important dans l'orientation des actions de tout un éventail d'acteurs; il peut améliorer la cohérence des politiques (Welthungerhilfe) et assurer des synergies avec d'autres initiatives. Il peut également garantir que la voix de toutes les parties prenantes se fasse entendre, échanger des informations sur la nutrition avec les groupes de base de la sécurité alimentaire et appeler l'attention des groupes de base de la nutrition sur les considérations liées à la sécurité alimentaire, ainsi que suivre les problèmes émergents au fur et à mesure de leur apparition (Jackson Tumwine). Une autre tâche à accomplir sera le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Décennie (Welthungerhilfe).
- **Le Mouvement Scaling Up Nutrition** aura également une importante contribution à apporter. Sa nouvelle stratégie/feuille de route cherche à accélérer la réalisation des résultats en renforçant les capacités au sein des pays. Le mouvement travaillera également à amplifier les progrès accomplis durant la Décennie moyennant un échange d'expériences, de progrès et de défis de façon à soutenir l'action coordonnée, renforcer la collaboration et suivre les effets dans le cadre des résultats de la CIN2, des ODD et des objectifs mondiaux en matière de nutrition (Scaling Up Nutrition Movement).
- **Les organisations de droits de l'homme** peuvent travailler à la sensibilisation sur le droit à l'alimentation et la nutrition à l'échelle nationale, régionale et mondiale, ainsi que soutenir les efforts de promotion de ces droits. Par exemple, elles peuvent renforcer les capacités des pays et contribuer au suivi de la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition (Jackson Tumwine).
- **Les mouvements environnementaux** peuvent jouer un rôle pour assurer la cohérence des politiques en matière de changements climatiques et dans les interventions nutritionnelles, veiller à ce que l'adaptation au changement climatique soit sensible à la nutrition et que les considérations relatives à la nutrition soient incluses dans les efforts d'atténuation des changements climatiques (Jackson Tumwine).



Suggestions spécifiques à chaque pays

ALLEMAGNE

L'Allemagne centre ses efforts sur l'éducation des consommateurs pour parvenir à un changement de comportement, sans malheureusement obtenir de résultats significatifs. Durant la Décennie, le gouvernement devrait mettre en place un cadre juridique et politique visant à promouvoir des régimes alimentaires sains et soutenables, notamment des mesures de prévention telles que les taxes sur les aliments non sains et des réglementations obligatoires pour les achats publics. En outre, la stratégie nationale de durabilité doit incorporer des indicateurs permettant de suivre les impacts des politiques de l'Allemagne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays et à l'échelle internationale. Ceci implique une coordination plus étroite dans différents secteurs, ainsi que la définition de responsabilités clairement établies ([Welthungerhilfe](#)).

BANGLADESH

Au Bangladesh, les actions suivantes devront être prises en considération durant la Décennie:

- fournir des orientations spécifiques sur les régimes alimentaires sains et les méthodes de préparation des aliments;
- élaborer, divulguer et appliquer des orientations de régime alimentaire de façon systématique afin d'exercer une influence sur l'offre et la demande d'aliments sains;
- améliorer les indicateurs et les données pour élaborer des politiques efficaces sur les systèmes alimentaires;
- apporter un soutien pour affronter le changement climatique et mettre en œuvre des pratiques d'adaptation;
- protéger, réhabiliter promouvoir les moyens d'existence et la nutrition de ménages vivant sur le littoral, avec un accent particulier sur les besoins des femmes, des enfants et des personnes âgées;
- accorder une attention particulière aux régimes alimentaires des adolescents ([Lalita Bhattacharjee](#)).

BURKINA FASO

Au Burkina Faso, il faut appliquer une approche multisectorielle mettant l'accent sur la dynamique de genre. Plusieurs activités pourraient être mises en œuvre::

- le dépistage permanent de l'état de santé des enfants de moins de 5 ans;
- la promotion de la planification familiale;
- la mise en œuvre de projets WASH;
- la promotion de l'accès des femmes à la propriété foncière;
- le développement des vallées intérieures;
- la fourniture de soutien et de formation en techniques agricoles aux paysans;
- l'aide à la conservation des denrées alimentaires.

Il est fondamental, pour financer ces activités, de disposer d'un budget spécifique destiné à la nutrition et de renforcer l'engagement formel avec les organisations de type communautaire ([Oumourana Traore](#)).

CAMEROUN

Au Cameroun, la plupart des organisations des Nations Unies interviennent essentiellement dans le cadre d'actions d'urgence. Malgré cela, les bénéficiaires ne représentent qu'un pourcentage réduit de la population vulnérable à la faim. Il est donc essentiel de passer des interventions d'urgence à des actions de développement. Le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire réunit tous les acteurs publics et privés concernés par la sécurité alimentaire, même si les interventions manquent de synchronisation. Il serait possible, en allouant des fonds opérationnels aux groupes de travail sur la sécurité alimentaire, d'organiser des interventions coordonnées et ciblées, qui répondent aux plans locaux de développement ([Thomas Amougou Obama](#)).

CANADA

Au Canada, l'insécurité des revenus constitue le principal obstacle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour s'attaquer à ce problème, il faut formuler des politiques publiques qui favorisent l'amélioration des revenus des ménages dépendant de l'aide gouvernementale. Dans une moindre mesure, le manque d'accès physique aux aliments est aussi un problème, en particulier parmi les populations autochtones et dans les communautés éloignées du nord du pays; ce problème est partiellement imputable au manque d'infrastructure. Il faut donc évaluer la valeur relative et la faisabilité des aliments produits à l'échelle locale et les comparer aux aliments produits dans la meilleure «localisation». Il convient de protéger les régions présentant des conditions idéales de culture à des fins agricoles; pour ce faire, les gouvernements aux différents niveaux doivent s'engager à protéger les terres (Pat Vanderkooy).

COLOMBIE

Pour améliorer la nutrition des enfants en Colombie, il est nécessaire de recevoir un soutien (international) d'organisations à but non lucratif qui prennent en charge les programmes de nutrition. Il faudrait établir une communication directe avec les hauts fonctionnaires gouvernementaux afin de que les aliments parviennent à ceux qui en ont besoin. De plus, les programmes de nutrition devront être suivis par des organisations internationales (Luty Gomezcaceres Perez).

CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire produit essentiellement des cultures commerciales; pour améliorer la nutrition, il faut consentir des investissements dans les cultures vivrières et accorder des incitations afin de favoriser leur production. Il faut en outre adopter les mesures suivantes:

- réduire les importations de produits céréaliers, en particulier le riz;
- réglementer l'accès à des terres arables;
- réduire les dépenses externes en produits de consommation massive;
- mettre en place une politique visant au traitement et à la conservation des produits agricoles nationaux;
- combattre le coût élevé de la vie (Gode Doukoua).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Aux États-Unis d'Amérique, le discours politique ouvert sur le problème de la malnutrition est très limité; ceci doit changer. Les actions suivantes devront être prises en considération durant la Décennie:

- un accès accru aux aliments cultivés localement et une quantité nécessaire d'échanges commerciaux pour ajouter des denrées alimentaires riches en nutriments cultivés dans d'autres régions. Les États-Unis d'Amérique possèdent une grande quantité de terres privées, inexploitées, qui pourraient être utilisées par des gens qui souhaiteraient cultiver leurs propres aliments;
- la mise en œuvre de programmes d'éducation nutritionnelle;
- la création de bases de données des ménages adultes sur la nutrition pour contribuer à la conception des interventions;
- effectuer un changement de mentalité et accorder la priorité à la nutrition suivie, en cas de nécessité seulement, par la médiation plutôt que de se laisser guider par des interventions de type pharmaceutique (Lindy Fenlason).

ÉTHIOPIE

Le programme de nutrition de l'Éthiopie est coordonné par le ministère de la santé et coprésidé par le ministère de l'agriculture et le ministère de l'éducation. Trois sous-comités s'occupent de la mise en œuvre du programme, de la fortification des aliments et de la recherche. La coordination à l'échelle sous-nationale pourrait être améliorée. Il convient d'accélérer certaines activités dans le pays, notamment le développement de la technologie de transformation des aliments à petite échelle afin de réduire les pertes postérieures à la récolte, l'enrichissement obligatoire des aliments, le renforcement du programme de biofortification, l'amélioration de la coordination entre les secteurs spécifiques et les secteurs sensibles à la nutrition et la mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation (Maresha Tessema).

FIDJI

Les îles Fidji révisent actuellement leurs politiques en matière d'alimentation et de nutrition. Le pays a eu recours à la documentation internationale pour élaborer le cadre des interventions, essentiellement ciblées sur les enfants de moins de 5 ans. On souligne l'importance de localiser les concepts mondiaux afin de les adapter aux besoins des petites nations insulaires, et d'apporter un soutien technique et une expertise pour la mise en œuvre des interventions de nutrition (Ateca Kama).

INDE

En Inde, plusieurs initiatives spécifiques à la nutrition et sensibles à la nutrition ont été amorcées, mais les progrès ont été lents (Dhanya Praveen). Un exemple positif est celui de la fortification du sel en iode; cette démarche doit être renforcée par l'inclusion du sel doublement fortifié en fer et en iode, ainsi que d'autres aliments comme le blé et le riz (minéraux et vitamines B) et le lait (vitamines A et D) (Mahtab S. Bamji).

Récemment, les autorités ont adopté la loi de 2013 sur la sécurité alimentaire nationale (Jeevananda Reddy, Kuruppacharil Peter), mais sa mise en œuvre effective est encore restreinte. Le système public de distribution en est un exemple: par exemple, des petits mils ont été introduits par le gouvernement, mais les autorités étatiques ont échoué en termes de production, d'achat et d'offre. En outre, des denrées alimentaires polluées comme le blé et le riz sont actuellement fournies. Les organisations environnementales pourraient jouer un rôle important en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils combattent et contrôlent ces pratiques. D'une manière générale, les gouvernements doivent encourager l'offre d'aliments produits localement dans le cadre de mécanismes de sécurité alimentaire et des nutriments (Jeevananda Reddy). Afin d'améliorer la nutrition en Inde, les conseillers relevant du système Panchayat de gouvernance doivent être dotés des moyens nécessaires et rendre des comptes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Kuruppacharil Peter).

OUGANDA

Les politiques ougandaises en matière de nutrition sont bien formulées, mais leur mise en œuvre a été minimale (Lukiya Birungi); il faut donc accorder une attention particulière à l'engagement politique. À cet égard, le pays a besoin d'un financement accru et d'un renforcement des capacités des personnes qui travaillent dans le domaine de la nutrition (Apio Bernadate Okiria, Jackson Tumwine, Peterson Kato Kikomoko). Il est notamment important de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition en Ouganda en adoptant les mesures suivantes:

- désigner un coordinateur multisectoriel en matière de nutrition;
- mettre sur pied une équipe mobile de mise en œuvre qui apportera son soutien aux échelons sous nationaux;
- faire participer de façon efficace les décideurs au plus haut niveau pour résoudre les goulots d'étranglement critiques;
- élaborer un plan de travail échelonné;
- effectuer une évaluation des capacités institutionnelles en vue de la mise en œuvre d'une approche multisectorielle aux échelons national et sous national;
- élaborer des directives de mise en œuvre qui devront être appliquées à tous les niveaux (Jackson Tumwine).

KAZAKHSTAN

Au Kazakhstan, il est important de promouvoir des projets d'investissement favorisant la substitution des importations et le développement de nouveaux secteurs industriels et agraires à vocation exportatrice. Le pays devrait en particulier chercher à développer:

- des réseaux de fermes laitières, d'exploitations agricoles, de serres, d'entrepôts pour légumes, de parcs d'engraissement et d'abattoirs pour le bétail;
- la production de fruits et de légumes moyennant l'irrigation au goutte-à-goutte;
- l'infrastructure pour l'exportation de céréales;
- l'organisation de complexes de transformation de la viande;
- la production de traitement profond de laine fine (Alexandr Kaigorodtsev).

MALAISIE

En Malaisie, le Plan national d'action pour la nutrition de la Malaisie 2016-2025 a adopté une approche à l'échelle de toute la société et de l'ensemble du gouvernement pour s'attaquer à son double problème de malnutrition. La prévalence croissante du surpoids et de l'obésité parmi les étudiants fait l'objet d'une attention spéciale. La Malaisie a accru la composante de sécurité alimentaire et de nutrition dans le cadre des objectifs du Plan national d'action pour mettre l'accent sur la promotion de régimes alimentaires sains, la nécessité de remanier le système alimentaire, ce qui exige des politiques cohérentes de toutes les parties prenantes et leur collaboration dans toute la chaîne d'approvisionnement qui doit être mobilisée par le gouvernement ([ministère de la santé, Malaisie](#)).

MAURITANIE

La Mauritanie a une population de moins de 3 millions de personnes et possède d'importantes ressources: 500.000 ha de terres arables et l'une des côtes marines les plus riches du monde. Malgré cela, 638.000 personnes vivent encore dans l'insécurité alimentaire. Il serait possible de parvenir à l'autosuffisance en fournissant des orientations techniques aux agriculteurs. Il est également possible de déclarer une «année d'éradication de la faim», et d'obtenir un financement moyennant l'allocation d'une partie des ressources de chaque ministère concerné ([Mohamed Moloud](#)).

MEXIQUE

Malgré l'application de nombreux programmes (inclusifs) de sécurité alimentaire et de nutrition au Mexique, les résultats espérés n'ont pas encore été atteints. Ceci peut être attribué au fait que les communautés rurales abandonnent progressivement l'agriculture et laissent de nombreuses ressources inexploitées. Il est donc important de promouvoir des ménages aux moyens de subsistance durables, au sein desquels tous les membres de la famille contribuent à la production d'aliments ([Román Jiménez-Vera](#)).

NIGÉRIA

Au Nigéria, il faut encourager la production locale, ce qui implique un soutien aux petits et moyens agriculteurs moyennant, entre autres mesures, un meilleur accès aux intrants. Il faut en particulier accorder la priorité à la production de denrées alimentaires consommées par les populations vulnérables du nord-est du pays ([Simeon Onya](#)), et inclure des activités relatives à l'adaptation au changement climatique, car la migration qui résulte de ce phénomène a une profonde incidence sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition des personnes qui restent ([Ikenna Ejiba](#)). D'une manière générale, les efforts de sensibilisation sur les effets de la malnutrition doivent être renforcés, avec la participation des médias, des travailleurs de la santé et des écoles ([Temitope Ajayi](#)).

SÉNÉGAL

La malnutrition aiguë et la malnutrition chronique touchent la plupart des régions du Sénégal. Il faut tenir compte, à cet égard, de plusieurs aspects, tendances et pratiques, notamment l'urbanisation, la croissance démographique et le manque d'une formation (agricole) adéquate. En ce qui concerne les ressources naturelles, la désertification observée dans les régions centrales favorise la migration du bétail vers le sud, et les régions du sud-est connaissent un phénomène de déforestation en raison de l'abattage clandestin de bois d'œuvre et de migration des ovins. Un autre exemple de mauvaise gestion des ressources naturelles est celui des politiques d'irrigation qui n'encouragent pas la localisation et la protection des sources d'eau dans les exploitations familiales. D'une manière générale il sera crucial de former et d'équiper les agriculteurs ([Jacques Diouf](#)).

TANZANIE

La Tanzanie connaît un niveau de retard de croissance de 34 pour cent et les MNT associées à l'alimentation ont doublé parmi les adultes au cours de la dernière décennie. Une approche intégrée et globale s'impose pour prendre en compte les régimes alimentaires sains, les styles de vie et les systèmes alimentaires durables. Ceci passe par les mesures suivantes:

- développer une gestion intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM): actualiser le plan et les cours de formation, et élaborer un ensemble de mesures de mobilisation et de vulgarisation à l'échelle communautaire pour faciliter la détection et la gestion de la malnutrition aiguë sévère et modérée. Des activités de plaidoyer sont également nécessaires pour obtenir le financement adéquat et pour que la priorité soit accordée à cette gestion intégrée de la malnutrition aiguë en Tanzanie;
- établir une communication sur l'éducation nutritionnelle et le changement de comportement;
- promouvoir et élaborer des orientations pour l'élaboration de suppléments en micronutriments multiples;
- effectuer des formations à l'échelle communautaire sur les approches basées sur l'alimentation afin d'aborder le problème des aliments riches en vitamines A;
- passer en revue les cours de formation intégrée en ce qui concerne les mères, les nouveau-nés et les jeunes enfants et la nutrition;
- accroître les investissements en chaînes de valeur et services sociaux de base, tels que l'eau et l'assainissement (Stella Kimambo).

TOGO

Au Togo, la Décennie devrait centrer son action sur la professionnalisation de l'agriculture, la maîtrise des eaux, la mécanisation et sur le respect de l'engagement relatif à l'allocation de 10 pour cent du budget national à l'agriculture, telles qu'il en a été convenu au sommet de Nairobi (Komlan Assignon).

VENEZUELA

Les politiques agricoles vénézuéliennes sont le fruit d'une position profondément opposée à l'agriculture, et l'énorme dépendance du pays vis-à-vis du pétrole s'est révélée problématique, car la chute des prix du pétrole a eu des effets néfastes sur la disponibilité des aliments. Les pénuries alimentaires sont estimées à 80 pour cent en moyenne. On espère de la Décennie qu'elle stimule le développement agricole sur la base de l'équité sociale, la pérennité environnementale et la viabilité, tenant compte de la planification stratégique, de la recherche et de l'intégration des acteurs politiques et sociaux. Des activités doivent être prévues pour fournir une éducation en matière de nutrition, élaborer des lois pour la protection des consommateurs et l'amélioration de la qualité des aliments (Saul Lopez).

POUR REJOINDRE LE FORUM FSN • Visitez www.fao.org/fsnforum/fr ou contactez fsn-moderator@fao.org

DÉNI DE RESPONSABILITÉ • Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la FAO. Le mot " pays " apparaissant dans le texte s'applique sans distinction aux pays, territoires et zones.